

Les bibliothèques confisquées en Moselle pendant la Révolution

Charles HIEGEL

La Révolution française de 1789 est marquée par un transfert sans précédent au profit de la Nation de bibliothèques privées. Cette opération est la conséquence des différentes vagues de confiscations, d'abord des biens du clergé et des établissements religieux mis à la disposition de la Nation par le décret du 2 novembre 1789, puis à partir de 1792 de ceux des personnes parties en émigration et des prêtres déportés, contraints de prendre le chemin de l'exil à la suite du décret du 26 août 1792 pour n'avoir pas prêté le serment constitutionnel ou s'être rétractés, ensuite de ceux des condamnés à mort par les tribunaux révolutionnaires. S'ajoutèrent enfin à ces confiscations les saisies de mobilier, de livres et d'œuvres d'art effectuées hors de France dans les territoires temporairement occupés par les armées révolutionnaires, notamment en Allemagne, où un décret de la Convention des 9-11 mai 1793 avait mis sous séquestre les biens des princes allemands de la rive gauche du Rhin. Le département de la Moselle bénéficia de ces prises de guerre faites dans les principautés voisines, le comté de La Leyen ou le duché de Deux-Ponts.

L'histoire générale des bibliothèques en France durant cette période mouvementée a été fort bien retracée dans la monumentale *Histoire des bibliothèques françaises*, parue de 1988 à 1992 et récemment rééditée¹. Nous avons voulu étudier le processus des confiscations et la mise en œuvre des mesures législatives en matière de bibliothèques sur le plan local, comme cela a été fait

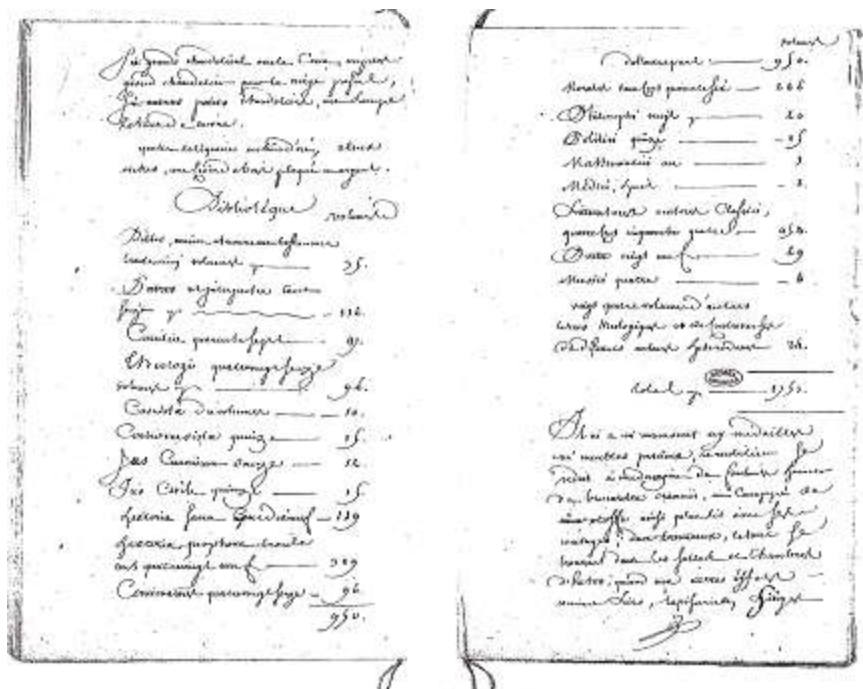
1. *Histoire des bibliothèques françaises*, t. 3, *Les bibliothèques de la Révolution et du XIX^e siècle*, sous la direction de Dominique VARRY Paris, 1^{re} éd., Promodis-Éditions du Cercle de la Librairie, 1991, en particulier les contributions de VARRY (Dominique), « Les confiscations révolutionnaires », p. 9-28, et de RICHARD (Hélène), « Des bibliothèques des districts aux bibliothèques municipales », p. 43-59, 2^e éd., Cercle de la Librairie, 2009.

pour le département de l'Eure², mais d'une manière plus modeste, dans le cadre du département de la Moselle créé en janvier 1790 avec ses neuf districts, Bitche, Boulay, Briey, Longwy, Metz, Morhange, Sarrelouis, Sarreguemines et Thionville. L'étude reste néanmoins incomplète en raison de la destruction en 1944, au fort du Saint-Quentin, des séries de la période révolutionnaire L (administrations et tribunaux) et Q (domaines) des Archives départementales de la Moselle. Les précieuses notes prises dans ces séries par le chanoine Paul Lesprand, ancien professeur au petit séminaire de Montigny-lès-Metz, auteur du remarquable ouvrage sur *Le clergé de la Moselle pendant la Révolution*, paru de 1933 à 1939, et conservées aux Archives départementales de la Moselle dans la sous-série 18 J (fonds du petit séminaire) permettent de suppléer partiellement à cette disparition. Il existe heureusement aussi des sources complémentaires aux Archives nationales dans la sous-série F¹⁷, Instruction publique, en particulier les papiers du Comité d'instruction publique, dont une section était plus spécialement chargée des questions relatives aux bibliothèques.

La confiscation des bibliothèques des établissements religieux

Le département de la Moselle comptait en 1789 un peu plus d'une soixantaine d'établissements religieux, 67 plus exactement, dont 43 d'hommes et 24 de femmes³. Il n'y avait pas de maisons religieuses dans le district de Morhange. Un décret des 19-20 mars 1790 avait ordonné aux municipalités de dresser des inventaires sommaires, notamment du mobilier, de l'argenterie et des bibliothèques, des établissements religieux. Ce sont ces inventaires, aujourd'hui conservés dans la série Q des Archives départementales, qui avec les catalogues des bibliothèques établis à partir de 1790 dans le cadre de la « Bibliographie universelle de la France », premier essai de catalogue collectif national des bibliothèques⁴, constituent une des sources principales pour la connaissance des bibliothèques ecclésiastiques à la fin du XVIII^e siècle⁵. En

-
2. VARRY (Dominique), *Sous la main de la Nation. Les bibliothèques de l'Eure confisquées sous la Révolution*, Centre international d'étude du XVIII^e s., Ferney-Voltaire, 2005.
 3. EICH (Jean), *Histoire religieuse du département de la Moselle pendant la Révolution*, 1^{re} partie, Metz, éd. Le Lorrain, 1964, p. 29-36.
 4. RIBERETTE (Pierre), *Les bibliothèques françaises pendant la Révolution. Recherches sur un essai de catalogue collectif*, Paris, Bibliothèque nationale, 1970.
 5. Voir à titre d'exemple DINET (Dominique), « Les bibliothèques monastiques de Bourgogne et de Champagne au XVIII^e siècle », *Histoire, économie et société*, 1983, p. 281-302 ; pour la Lorraine, MICHAUX (Gérard), « Bibliothèques monastiques et conventuelles de Lorraine aux XVII^e et XVIII^e siècles », dans *Trésors des bibliothèques de Lorraine*, sous la dir. de Philippe Hoch, Paris, Association des bibliothécaires français, 1998, p. 96-115.



Inventaire de la bibliothèque de l'abbaye de Sturzelbronn, 17 mai 1790.

AN F¹⁷ 1176.

Moselle, la plupart des inventaires furent faits par les municipalités en mai-juin, quelquefois encore en septembre, et exceptionnellement par les districts lorsque les municipalités ne jugèrent pas nécessaire de procéder à l'inventaire. Les commissaires délégués par les municipalités se contentèrent très souvent de grouper les livres par formats ou par grandes catégories. Généralement les livres étaient comptés par volumes et non par titres.

La disparition des inventaires de la série Q en Moselle est évidemment bien regrettable⁶. Les notes du chanoine Lesprand⁷, mais surtout l'ouvrage un peu oublié de l'historien Arthur Benoit, ancien membre de notre

6. Quelques inventaires ont été conservés : augustins de Bitche, *L'Austrasie*, 1855, p. 535-537 ; bénédictins de Bouzonville, Archives nationales (AN), F¹⁷ 1176, cop. ; bénédictins de Longeville, Archives départementales de la Moselle (AD57) 19 J 182, cop. XIX^e siècle ; cisterciens de Sturzelbronn, AN F¹⁷ 1176, cop. ; tertiaires franciscaines de Téterchen, AD57 H 4513, original ; carmélites de Metz, H 4273, or.

7. AD57 18 | 38, Q 293-295.

compagnie, *Les bibliophiles. Les collectionneurs et les bibliothèques des monastères des Trois-Évêchés, 1552-1790*, Nancy-Bruxelles, 1884, qui lui aussi avait consulté la série Q, permettent tout de même d'évaluer l'ampleur des saisies de bibliothèques. Des relevés par départements faits sur les inventaires des municipalités en février 1791 et des tableaux imprimés sur le dénombrement des livres d'après les inventaires, fournis en mai 1791 par les districts aux Comités-réunis, le Comité ecclésiastique et le Comité d'aliénation des biens nationaux, confirment ou complètent les chiffres recueillis⁸. Nous avons ainsi pu établir une évaluation quantitative approximative en nombre de volumes des bibliothèques pour 43 établissements, 36 d'hommes et 7 de femmes, représentant un total d'un peu plus de 85 000 volumes. Il convient de noter que parmi les établissements d'hommes les cisterciens de Freistroff ne possédaient pas de bibliothèque. Le cas n'est pas unique chez ces religieux en raison de la tendance anti-intellectuelle de leur ordre depuis le début du XVIII^e siècle. C'est bien entendu dans le district de Metz que l'on trouvait le plus grand nombre de volumes, avec environ 60 % de l'ensemble⁹. Pour reprendre la typologie de *l'Atlas de la vie religieuse en Lorraine à l'époque moderne* sur les 43 bibliothèques recensées, il y avait 4 grandes bibliothèques, toutes à Metz, 10 bibliothèques moyennes, 11 petites bibliothèques, et 18 très petites bibliothèques. C'est à cette dernière catégorie qu'appartenaient toutes les bibliothèques de maisons religieuses de femmes. Leurs bibliothèques ne représentaient qu'un peu plus de 2 % du nombre de volumes des bibliothèques en Moselle. En fait la plupart de ces maisons n'avaient que des livres de chant ou de piété. Les bibliothèques des six établissements de bénédictins représentaient à elles seules un peu plus de 30 000 volumes, soit environ 35 % du nombre total de volumes, ce qui n'a rien de surprenant¹⁰.

8. AN F¹⁷ 1167 (relevés) et 1176 (tableaux pour les districts de Bitche, Boulay, Sarreguemines et Sarrelouis). Sur les relevés, VARRY (D.), art. cit., p. 18 et tableau 1 p. 20. Le relevé récapitulatif pour la Moselle est faux, car y figurent aussi des abbayes et couvents des Ardennes, de la Meurthe et des Vosges.

9. Voir la carte des confiscations de livres dans les couvents et abbayes dans les districts lorrains dans *Atlas de la vie religieuse en Lorraine à l'époque moderne*, sous la dir. de F. Henryot, L. Jalabert et Ph. Martin, Metz, éd. Serpenoise, 2011, p. 167. Il convient de rectifier une erreur concernant le district de Sarrelouis, pour lequel le nombre de volumes était d'un peu plus de 7 000.

10. Sur cette catégorie de bibliothèques, MICHAUX (Gérard), « Les bibliothèques de l'ordre de Saint-Benoît en Lorraine au XVIII^e siècle », dans *Patrimoine et Culture en Lorraine*, éd. Serpenoise, SHAL 1980, p. 464-482 ; le même, « La vie intellectuelle dans les abbayes bénédictines messines au XVIII^e siècle », *Mémoires de l'Académie nationale de Metz*, 1984, p. 99-100.

Nombre de volumes par établissements religieux d'après les inventaires de 1790 et les revêtements des inventaires et par ordre décroissant¹¹ :

Grandes bibliothèques (5 000 à 1 000 volumes)

Bénédictins de Saint-Arnould (9 313), chanoines réguliers du collège de Saint-Louis (6 856), bénédictins de Saint-Clément (5 657), de Saint-Vincent (5 555).

Bibliothèques moyennes (2 000 à 5 000 volumes)

Bénédictins de Saint-Symphorien (4 519), minimes de Metz (4 160), prémontrés de Wadgassen (4 052), capucins de Metz (3 488), bénédictins de Saint-Avoid (3 139), chanoines réguliers de Saint-Pierremont (environ 3 000), grands carmes de Metz (2 966), récollets de Metz (2 927), augustins de Thionville (2 736), cisterciens de Villers-Bettlach (2 670).

Petites bibliothèques (1 000 à 2 000 volumes)

Récollets irlandais de Boulay (1 764), cisterciens de Sturzelbronn (1 751), prémontrés de Justemont (1 660), petits carmes de Metz (1 657), capucins de Saint-Jean-lès-Marville (1 623), bénédictins de Longeville (1 616), chartreux de Rettel (1 397), capucins de Thionville (1 200), augustins de Metz (1 158), bénédictins de Bouzonville (1 124), dominicains de Metz (1 052).

Très petites bibliothèques (moins de 1 000 volumes)

Bénédictins de Sainte-Barbe (978), trinitaires de Metz (939), récollets de Sarrelouis (864), chanoines réguliers de Bouquenom (750), capucins de Listroff (680 ouvrages), récollets de Sierck (608), carmes anciens de Longwy (573), bénédictines de Sainte-Glossinde (550), Congrégation Notre-Dame de Metz (520), augustins de Sarrelouis (447), capucins de Sarreguemines (408 ouvrages), cordeliers de Briey (300), Congrégation Notre-Dame de Longwy (270), augustins de Bitche (217), bénédictines de Saint-Avoid (212), clarisses de Thionville (163), bénédictines de Montigny (122), dominicaines de Metz (100).

À l'origine, les bibliothèques confisquées demeurèrent dans les établissements religieux. Selon un décret du 6 novembre 1790, portant instruction des Comités-réunis aux districts sur les mesures à prendre pour la conservation des effets mobiliers faisant partie des biens nationaux, les scellés devaient être mis sur les bibliothèques, mais la mesure fut loin d'être appliquée partout en Moselle. Si le district de Briey apposa les scellés sur la bibliothèque de Justemont dès décembre 1790, celui de Boulay sur les bibliothèques de

11. Les chiffres concernant les carmes anciens de Longwy et les capucins de Saint-Jean-lès-Marville sont ceux des catalogues établis en 1792, AN F¹⁷ 1176.

Villers-Bettlach et de Longeville le mois suivant, ou encore celui de Bitche sur la bibliothèque de Sturzelbronn également en janvier 1791, en revanche les districts de Sarreguemines et de Sarrelouis n'avaient toujours pas procédé à l'apposition des scellés sur les bibliothèques en mai 1791. Au fur et à mesure de l'évacuation des maisons religieuses par leurs occupants et de la vente du mobilier et des bâtiments eux-mêmes, il fut nécessaire de transférer les bibliothèques dans des locaux provisoires aux chefs-lieux des districts, désignés très tôt sous le terme de « dépôts littéraires ».

Grâce aux sources des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale Pierre Riberette a pu consacrer une excellente étude aux dépôts littéraires de Metz au cours de la Révolution, à laquelle il y a peu de compléments à apporter¹². Un premier dépôt fut installé à l'hôtel de la ci-devant intendance, où depuis décembre 1790 le district avait obtenu de la ville, propriétaire du bâtiment, la permission d'installer provisoirement ses bureaux à l'emplacement de ceux précédemment occupés par ceux de l'intendance dans l'aile gauche, avant de déménager en mai 1792 dans les bâtiments de l'abbaye des dames nobles de Saint-Louis. Le dépôt de livres occupait le rez-de-chaussée du corps central, notamment le salon et la salle à manger, tandis que le premier étage servait de dépôt pour les objets religieux, vases sacrés et ornements d'églises, qui furent transférés en mai 1792 au nouveau siège du district¹³. L'évacuation des bibliothèques des établissements religieux eut lieu de mars à septembre 1791 sous la responsabilité d'Étienne Bausin, ancien chanoine de Saint-Sauveur et officier municipal¹⁴. C'est à cette occasion que furent réalisés par ses soins la douzaine d'inventaires, conservés actuellement à la Médiathèque Verlaine de Metz, que l'on a confondus avec les inventaires établis par les commissaires de la municipalité en mai-juin 1790¹⁵. Le transfert ne concerna, semble-t-il, que les établissements d'hommes. Du moins aucun inventaire ne fut établi pour les bibliothèques des religieuses¹⁶. La garde du dépôt fut confiée à Jean-Georges Lallement, membre associé résidant de la Société royale des

12. RIBERETTE (P.), « La naissance laborieuse de la bibliothèque publique de Metz », dans *Refugium animae bibliotheca. Mélanges offerts à Albert Kolb*, publié par E. van der Vekene, Wiesbaden, 1969, p. 348-381.

13. LESPRAND (P.), *op. cit.*, t. II, 1935, p. 441-443. Arch. dép. Mos. 18 J 38, L 159, 2 mai 1792.

14. RIBERETTE (P.), *art. cit.*, p. 351-352.

15. Médiathèque Verlaine, ms 1450-1451 ; GROFMEIER (Isabelle), *Les bibliothèques des abbayes messines à la Révolution*, mémoire de maîtrise, Université de Metz, 1991.

16. La bibliothèque des bénédictines de Montigny, mise en dépôt en septembre 1792 chez un charbonnier de Montigny, fut transférée au dépôt de Saint-Arnould en février 1793, LESPRAND (P.), *op. cit.*, t. II, p. 113 ; AD57 18 J 38, Q 294. En juin 1794, une soixantaine de livres trouvés dans une chambre du couvent des ursulines furent transportés au dépôt du département, 18 J 43, L 696, 25 prairial an II.

Sciences et des Arts de Metz et aussi secrétaire de la municipalité¹⁷. Il convient de signaler que la municipalité de Metz, qui avait décidé dès août 1790 de vendre le mobilier des chanoines réguliers de Saint-Louis, fit transporter le mois suivant, sans attendre l'accord du district, leur bibliothèque à l'hôtel de ville, où elle resta jusqu'en juin 1795¹⁸.

Dans les autres districts les bibliothèques furent généralement transférées au siège de l'administration du district, où les conditions de conservation laissèrent souvent à désirer. Ce fut le cas à Boulay, où le district, installé en 1792 dans une maison appartenant à une émigrée, avait entassé les livres pêle-mêle avec les archives dans une pièce humide¹⁹. Certaines bibliothèques furent transférées très tardivement. Le district de Bitche ne fit déposer la bibliothèque des augustins au siège de son administration, une maison louée à un habitant de la ville, qu'en décembre 1792²⁰. C'est seulement en janvier 1793 que la bibliothèque de la chartreuse de Rettel, qui était vide de ses occupants depuis deux mois, fut transportée à Thionville à l'hôtel du gouvernement, siège du district, à la suite du rapport du commissaire au séquestre de la chartreuse, exposant qu'il « existait une bibliothèque considérable exposée aux horreurs de la guerre et qu'il serait prudent d'en faire l'enlèvement »²¹. En revanche, sans doute faute de place dans la maison qu'il louait pour ses bureaux, le district de Sarreguemines jugea préférable de laisser la bibliothèque des bénédictins à Saint-Avold. Il semble que le district de Sarrelouis ait eu lui aussi des problèmes de locaux. C'est en tout cas la raison pour laquelle la bibliothèque de l'abbaye de Bouzonville resta sur place jusqu'à la vente des bâtiments en 1798, ouverte à tous les prélèvements. En novembre 1794, le district avait chargé son bibliothécaire de la faire transporter à Sarrelouis, mais on ne sait les motifs qui empêchèrent l'exécution de la commission²².

En tout cas, entre les inventaires, l'apposition des scellés et le transfert des bibliothèques au siège des districts, bien des événements, notamment liés à la situation troublée au cours de l'année 1792, avaient pu se produire. Ainsi en septembre 1792, à Villers-Bettnach, où la bibliothèque était encore en place, des gardes nationaux du district de Boulay, rassemblés pour venir au secours de

17. Sur lui BEGIN (Émile), *Biographie de la Moselle*, Metz, Verronnais, t. IV, 1832, p. 549-550.

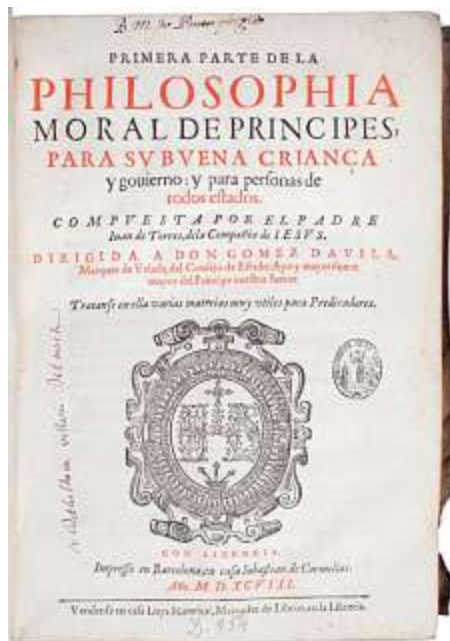
18. LESPRAND (P.), *op. cit.*, t. I, 1933, p. 96-98 ; AD57 18 J 43, L 706, 28 germinal an III.

19. AD57 18 J 41, L 592, 24 janvier 1793. La maison appartenait à Ursule Arnould de Prémont, veuve d'Innocent Hector Maillard de Landreville, GAIN (André), *Liste des émigrés, déportés et condamnés à mort pour cause révolutionnaire du département de la Moselle*, Metz, 1925-1932, n° 2322.

20. AD57 18 J 38, Q 294.

21. LESPRAND (P.), *op. cit.*, t. I, p. 267 ; AD57 18 J 47, L 913, 27 décembre 1792.

22. AD57 18 J 46, L 893, 26 brumaire an III.



Page de titre d'un ouvrage de la bibliothèque de l'abbaye de Villers-Bettnach avec ex-libris.

Médiathèque Verlainne de Metz, D 454.

Thionville assiégée et cantonnés durant deux jours dans l'abbaye, se livrèrent à des dégradations et des pillages, notamment dans la bibliothèque, comme put le vérifier un membre du district venu, le 24 novembre 1792, constater les dégâts et faire transférer la bibliothèque à Boulay. Il manquait un grand nombre de volumes et ceux qui restaient étaient « tout à fait dérangés »²³. À Longwy, lors de l'occupation de la ville par les Prussiens du 22 août au 22 octobre 1792, la bibliothèque de la Congrégation Notre-Dame, la seule maison religieuse de femmes, qui avait pu se maintenir à titre exceptionnel au delà des délais prévus par la loi du 17 août 1792, qui ordonnait l'évacuation définitive de toutes les maisons religieuses avant le 1^{er} octobre, subit elle aussi des pertes. Le commissaire du district venu procéder, en décembre 1792, au récolement de l'inventaire, constata qu'il ne restait plus que 167 livres²⁴.

Il y eut également des détournements de livres par les religieux eux-mêmes. Plusieurs cas nous sont connus. À Saint-Avold, le procureur de la commune remarqua qu'il y avait beaucoup d'ouvrages manquants lorsqu'on lui présenta le catalogue et que les religieux avaient remplacé par des faux livres en bois ceux qu'ils avaient enlevés²⁵. De même d'après les informations recueillies en novembre 1794 par les administrateurs du district de Bitche, les moines de Sturzelbronn, avaient soustrait, semble-t-il, « le meilleur de leur bibliothèque », sans doute avant l'apposition des scellés. Pour recouvrer les ouvrages manquants, ils firent publier un avis demandant aux citoyens de rendre les livres appartenant à la République, sous peine de poursuites, mais qui ne donna pas de grands résultats²⁶. Les religieux

23. AD57 18 J 38, Q 293 ; LESPRAND (P.), *op. cit.*, t. I, p. 320.

24. BENOIT (A.), *op. cit.*, p. 223-224.

25. MICHAUX (G.), « Les bibliothèques de l'ordre de saint Benoît en Lorraine », p. 470.

26. AN F¹⁷ 1186, lettre à la Commission exécutive d'instruction publique, 25 brumaire an III.

de Justemont cachèrent eux aussi des livres dans l'abbaye même. En effet en mai 1794, un commissaire du district de Briey, chargé du recensement des grains et fourrages pour le canton de Vitry, découvrit dans les greniers de l'abbaye entre autres des linges et des livres²⁷.

Les bibliothèques de district

Jusqu'à la loi du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) relative à l'établissement de bibliothèques publiques dans chacun des 545 districts de la République, la question de l'utilisation des bibliothèques confisquées depuis 1790 était restée en suspens. Chaque district devait proposer au département une implantation pour la bibliothèque parmi les bâtiments nationaux et en prévoir les frais d'aménagement. La loi enjoignit également aux administrateurs de district de recruter, en concertation avec les sociétés populaires, des commissaires bibliographes chargés de la poursuite des travaux de catalogage pour la Bibliographie. Dans les faits, les choses ne furent pas aussi simples, car la loi n'avait prévu aucun moyen financier de fonctionnement pour ces bibliothèques, ni qui devait en avoir la charge. On avait en effet supprimé, en raison de son incidence financière, l'article du projet de loi qui prévoyait la création d'un poste de bibliothécaire.

À Metz, il était d'autant plus urgent de trouver un emplacement suffisant pour accueillir les dizaine de milliers de volumes du dépôt de l'intendance, mais aussi ceux du deuxième dépôt, ouvert à partir de décembre 1792 dans les bâtiments de l'abbaye de Saint-Arnould, pour y recevoir les livres en provenance des bibliothèques d'émigrés ou de prêtres déportés, mais également des bibliothèques des séminaires Saint-Simon et Sainte-Anne²⁸. La garde de ce deuxième dépôt fut confiée à Jean-Baptiste Gobert, un marchand, accusé par l'imprimeur Rousseau Jacquin, envoyé extraordinaire de la Commission temporaire des arts, venu à Metz de novembre 1794 à janvier 1795, d'avoir emporté chez lui des livres par « brouettes entières » sans doute pour les vendre, parce qu'il était à peu près illettré. L'accusation était totalement infondée, comme beaucoup d'autres accusations portées contre les

27. AD57 18 J 42, L 613, 22 floréal an II.

28. Lors de l'inventaire du mobilier du séminaire Saint-Anne en décembre 1792, la bibliothèque contenait 2876 volumes, BENOIT (A.), *op. cit.*, p. 120-121. Le mois suivant on découvrit dans trois chambres de la maison occupées par des particuliers des livres portant le titre *Ex-libris domus congregationis Missionis à Sancta Anna Metensis*, ce qui fit présumer au commissaire chargé de leur inventaire que ces livres avaient été « soustraits de la bibliothèque commune de cette maison ». Il fut décidé d'en transférer une partie au dépôt de l'intendance et une autre à celui de Saint-Arnould, AD57 18 J 43, L 685, 25 janvier 1793.

administrateurs du district de Metz par Jacquin²⁹. Comme en décembre 1793 un hôpital militaire ambulant fut également installé dans les bâtiments de Saint-Arnould, le district fit transporter dans un premier temps les livres des séminaires à l'hôtel du département³⁰. Le directeur de l'hôpital sollicita ensuite à plusieurs reprises l'évacuation des livres des émigrés et des prêtres déportés. En février 1794, il se plaignit au district que le citoyen Gobert, « bibliothécaire des livres des émigrés », lui avait demandé de déplacer les lits des malades, qui obstruaient l'accès aux cellules, dans lesquelles les livres avaient été déposés, en faisant observer qu'il était « plus avantageux à la République de conserver les braves défenseurs plutôt que des mauvais livres canoniques »³¹. Il obtint enfin satisfaction lorsque les livres furent transportés en mai 1794 au département, où J.-B. Gobert s'occupa pendant six mois de leur reclassement³².

En avril 1794, le district de Metz retint sans hésitation la proposition qui lui avait faite par l'ingénieur de la ville Gardeur-Lebrun pour l'installation de la bibliothèque publique dans le bâtiment national, désigné sous le nom de « Département » ou « Maison de la Haute-Pierre », l'ancien hôtel du gouvernement, construit par l'architecte Clérisseau, l'actuel Palais de Justice, où



Hôtel du gouvernement, siège de la bibliothèque du district de Metz, élévation du côté du jardin, 1790.

Médiathèque Verlaine de Metz, XIII 18-22.

29. RIBERETTE (P.), *art. cit.*, p. 356. Demeurant rue Pierre Hardie, J.-B. Gobert, dit Gobert l'aîné, par opposition à son frère François Dominique Gobert, dit Gobert le jeune, commissaire civil près l'armée révolutionnaire du Rhin et de la Moselle, puis député au Conseil des Anciens, fut en l'an XI contrôleur de la marque d'or et d'argent. Il avait été nommé gardien des livres du dépôt le 24 décembre 1792 et percevait une indemnité journalière de 20 sous par jour.

30. AD57 18 J 43, L 691, 15 frimaire an II.

31. AD57 18 J 48, L 716, 6 ventôse an II.

32. AD57 18 J 38, L 164, 29 floréal an III.

l'administration départementale était installée depuis mai 1791 dans l'aile gauche du bâtiment³³. D'ailleurs le bâtiment servait déjà de dépôt pour une partie des livres des émigrés. C'était là aussi que furent déposés les livres de la bibliothèque et la collection de minéraux de la Société royale des Sciences et des Arts de Metz, supprimée en vertu du décret de la Convention du 8 août 1793 sur la suppression de toutes les académies et sociétés littéraires³⁴. Primitivement la bibliothèque du district devait être placée dans les différentes pièces du premier étage, mais à la suite du souhait exprimé en janvier 1795 par le district pour y transférer ses bureaux, le deuxième étage fut affecté à la bibliothèque. L'administration départementale avait envisagé d'y transporter également les livres du dépôt de l'intendance en désignant à cet effet son secrétaire général, Pierre Charles Lajeunesse, et un de ses membres, Jacques Aix, mais le transfert fut « différé de mois à autre »³⁵. Le district attendit toutefois l'entrée en fonction à la mi-novembre du bibliographe qu'il avait choisi, Dominique Nicolas Hyacinthe Louis Bardou-Duhamel, ancien membre titulaire de la Société royale des Sciences et des Arts de Metz, et archiviste du district en 1790, pour envisager les travaux d'aménagement et d'installation de rayonnages³⁶. Cependant faute de fonds les travaux ne furent entrepris qu'avec beaucoup de retard l'année suivante³⁷. Sur la suggestion de Bardou-Duhamel, qui avait pris le titre de bibliothécaire, le district, relayé également par le département, ne cessa de solliciter en vain le Comité d'instruction publique pour obtenir un crédit pour financer les travaux et payer le personnel de la bibliothèque.

Dans les autres districts du département l'établissement d'une bibliothèque ne fut pas une des priorités des administrateurs. À la suite de la suppression du district de Boulay par un arrêté du représentant du peuple Mallarmé du 25 floréal an II (14 mai 1794), les bibliothèques conservées dans

33. AD57 18 J 43, L 693, 4 floréal an II.

34. AD57 18 J 43, L 692, 28 pluviôse an II. François Obelianne, membre du district, qui avait la garde des livres des séminaires, fut chargé en novembre 1793 de faire l'inventaire de la bibliothèque de l'Académie, 18 J 43, L 690, 17 brumaire an II ; FLEUR (Elie), « Histoire de l'Académie de Metz », *Table générale des Mémoires de l'Académie de Metz (1819-1903)*, 1908, p. 181.

35. AD57 18 J 43, L 704, 16 pluviôse an III.

36. Sur Bardou-Duhamel, RIBERETTE (P.), art. cit., p. 353-355.

37. Le district renonça à l'adjudication des travaux et les confia à un menuisier, auquel, par mesure d'économie, il mit à disposition les bois provenant des bibliothèques de Saint-Arnould et de l'ancienne demeure épiscopale de Frescaty. On récupéra aussi les armoires de la bibliothèque de l'ordre des avocats au parlement de Metz, supprimé en 1790, déposée en 1794 au département, AD57 18 J 43, L 704, 23 pluviôse an III et L 705, 14 ventôse an III.

son ressort furent attribuées aux districts voisins de Metz et de Morhange³⁸. Les districts tardèrent en général à proposer un emplacement pour la bibliothèque. Ils rencontrèrent également beaucoup de difficultés pour recruter des commissaires bibliographes compétents et surtout motivés. Deux des commissaires que le district de Sarreguemines avait d'abord désignés renoncèrent à leur mission, sans doute effrayés par l'ampleur de la tâche. Après la désignation en mai 1794 de Nicolas-Antoine Baur, ancien curé constitutionnel de Sarreguemines, qui fut l'un des commissaires bibliographes les plus actifs du département, le district décida d'installer la bibliothèque dans un des appartements d'une maison appartenant à un émigré, située dans la rue de la Fraternité, l'actuelle rue de la Paix³⁹. Cette décision permit au bibliographe de rassembler la bibliothèque de capucins, jusque là « entassée » chez un particulier, et les livres des prêtres déportés déposés dans les greniers de deux maisons particulières, mais aussi de faire transporter à Sarreguemines les bibliothèques des bénédictins et des bénédictines de Saint-Avold. À Thionville, la bibliothèque, confiée à Gabriel Grégoire, ancien maître de langues, nommé en mars 1794, se trouvait encore en décembre 1794 dans un « local provisoire peu spacieux et où les livres sont pour le moment à la gêne »⁴⁰. Dans le district de Sarrelouis, en novembre 1794, les administrateurs justifèrent le retard de l'installation de la bibliothèque par le « défaut de localité (sic) dans l'ancien district et la pénurie des ouvriers »⁴¹. Ce n'est qu'en avril 1795 qu'ils purent faire aménager un local pour la bibliothèque en récupérant les bois de la bibliothèque de l'abbaye de Tholey, en même temps qu'ils firent transporter les livres à Sarrelouis⁴². Comme à Sarreguemines, la bibliothèque du district de Bitche avait été installée dans une maison appartenant à une émigrée⁴³. C'est seulement en juin 1795, quelques semaines avant sa disparition, que le district de Morhange proposa au département une implantation pour la

38. AD57 18 J 43, L 703, 6 nivôse an III, et 18 J 44, L 771, 12 vendémiaire an III.

39. HIEGEL (Charles), « Nicolas-Antoine Baur, commissaire-bibliographe du district de Sarreguemines (1794-1795) », *Les Cahiers lorrains*, 2010, n° 1-2, p. 62-73.

40. AN F¹⁷ 1186, lettre de Grégoire à la Commission exécutive d'instruction publique, s.d., enregistrée le 15 frimaire an III. Le district était cependant à la recherche d'un local plus vaste, mais « vous n'ignorez pas citoyens, que dans les petites villes de guerres frontières tous les bâtimens nationaux sont changés ou en hôpitaux ou en magasins ».

41. Le district avait en 1790 provisoirement son siège dans une maison dépendant du génie. Par la suite, il s'installa, semble-t-il au cours de l'année 1794, dans l'immeuble du gouvernement.

42. AD57 18 J 46, L 894, 30 germinal an III.

43. Il s'agissait de la « maison Montigni », propriété de Wilhelmine de Zoller, veuve de Jean François de Marotte de Montigny, GAIN (A.), *op. cit.*, n° 3712.

bibliothèque, les livres ayant été mis jusque là en caisses dans une grange et dans les greniers de l'administration⁴⁴.

Il semble qu'aucune des bibliothèques de district, à l'exception parfois de celles des villes qui possédaient déjà une bibliothèque publique avant la Révolution, ne fonctionna⁴⁵. La Moselle ne fit pas exception. Le bibliographe du district de Sarreguemines prit néanmoins l'initiative de mettre en place un système de prêt des livres, puis après l'achèvement du catalogue de la bibliothèque il sollicita du Comité d'instruction publique l'autorisation d'ouvrir une lecture publique certains jours de la décade, mais des dissensions avec les administrateurs du district empêchèrent le projet d'aboutir⁴⁶.

Même si les catalogues qui avaient été établis dans certains districts n'ont pas été conservés, d'autres sources permettent cependant de connaître l'importance numérique des bibliothèques. À Metz, dans un mémoire rédigé en avril 1796, Bardou-Duhamel estimait le nombre de volumes du dépôt de l'intendance à 60 000 et celui du dépôt du département à 25 000⁴⁷. Les chiffres des autres bibliothèques de district n'ont évidemment rien de comparable. Les bibliothèques de district de Sarreguemines et de Thionville étaient cependant des grandes bibliothèques. La première était formée d'un peu plus d'une trentaine de bibliothèques, dont celles des bénédictins de Saint-Avold et des capucins de Sarreguemines, de sept bibliothèques d'émigrés et de condamnés à mort, et de 21 bibliothèques de prêtres déportés. La bibliothèque avait aussi bénéficié des confiscations de livres faites dans le comté de La Leyen en 1793, avec la riche bibliothèque et la collection de minéraux de la comtesse de La Leyen, et celle des chanoines de Bliescastel. Le nombre de volumes s'élevait à 10065⁴⁸. La bibliothèque du district de Thionville avait en décembre 1794 sensiblement le même nombre de volumes, 9641⁴⁹. En revanche, avec un peu

44. AD57 18 J 44, L 782, 3 messidor an III. Le chef-lieu du district de Morhange avait été transféré à Faulquemont en juin 1794. L'administration s'installa dans le presbytère abandonné, MAUJEAN (Léon), « Histoire de Morhange », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, 1930, p. 431.

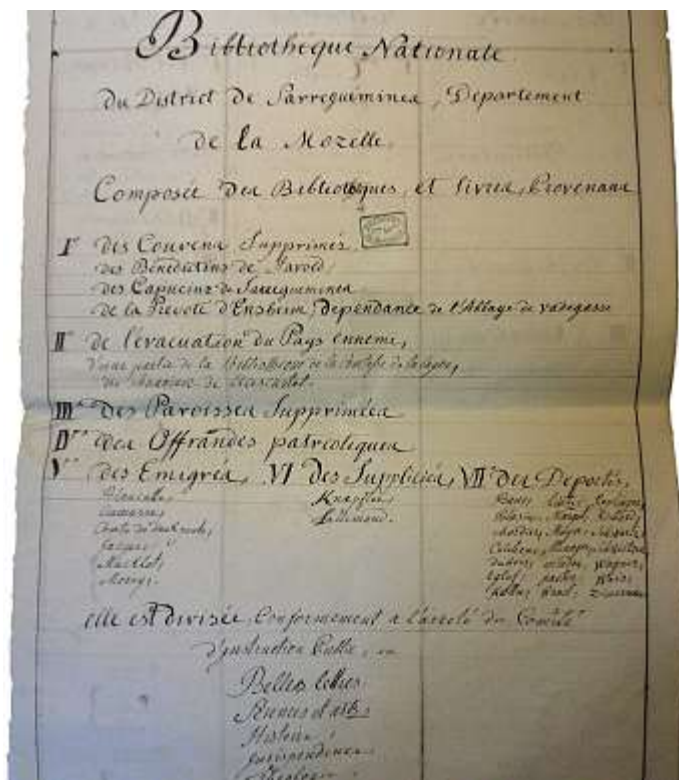
45. RICHARD (H.), art. cit., p. 44-45.

46. HIEGEL (Ch.), art. cit., p. 71.

47. RIBERETTE (P.), art. cit., p. 365.

48. AN F¹⁷ 1080, dossier 4, lettre de Baur au Comité d'instruction publique, 14 floréal an III. Le nombre de cartes ou fiches bibliographiques envoyées à Paris au bureau de Bibliographie était de 6069. La répartition des cartes classées selon les cinq classes du système bibliographique communément adopté était la suivante : belles-lettres 1001, sciences et arts 578, histoire 960, jurisprudence 865, théologie 2675. Sur le contenu, HIEGEL (Ch.), art. cit., p. 69-70.

49. AN F¹⁷ 1186, lettre de Grégoire au Comité d'instruction publique, s.d. Le nombre de cartes était d'environ 3000.



Composition de la bibliothèque du district de Sarreguemines,
tableau joint à la lettre de N.-A. Baur au Comité d'instruction
publique, 14 floréal an III.

AN F¹⁷ 1080.

plus de 900 ouvrages, la bibliothèque de Bitche était relativement modeste. Elle rassemblait seulement sept bibliothèques : celles des cisterciens de Sturzelbronn et des capucins de Bitche, d'un notaire de Bitche, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, d'un prêtre déporté, d'une émigrée, ainsi qu'une bibliothèque léguée par un particulier à la cure de Rohrbach et la bibliothèque du baron Franz K. J. von Hacke, propriétaire du château de Trippstadt, près de Kaiserslautern dans le Palatinat, qui renfermait selon les administrateurs du district des « livres estimés »⁵⁰. La bibliothèque

50. AN F¹⁷ 1186, lettre à la Commission exécutive d'instruction publique, 25 brumaire an III. Le nombre de cartes envoyées en novembre 1794 au bureau de Bibliographie était de 930, AN F¹⁷ 1074, relevé des catalogues sur les cartes envoyées par les districts, département de la Moselle, s.d. [1795].

du district de Longwy n'était, selon le rapport fait en juin 1795 par l'agent national du district au représentant du peuple Jard-Panvillier, envoyé en mission par la Convention dans les départements de la Meurthe, de la Moselle et des Vosges pour accélérer l'exécution des lois relatives à l'instruction publique, « rien moins que féconde en ouvrages rares » et contenait environ 1 700 ouvrages, « la plupart déparés, provenant de la maison des Récollets et Carmes de Longwy, et de quelques prêtres déportés ». L'agent national ne manqua pas de souligner que « ces ordres religieux ne possédaient pas de ce qu'il y avait de plus lumineux en matière de philosophie et de littérature »⁵¹. La bibliothèque du district de Morhange était elle aussi une petite bibliothèque. Elle contenait surtout la belle bibliothèque du comte Bleickard Maximilien d'Helmstatt, député de la noblesse aux États généraux, dont le Comité d'instruction publique avait eu connaissance par l'abbé Grégoire⁵². Nous n'avons pas pu trouver de renseignements pour les districts de Briey et de Sarrelouis.

Le sort des bibliothèques confisquées après la suppression des districts

Avec la constitution de l'an III promulguée le 5 fructidor (22 août 1795), les districts furent supprimés au profit d'une nouvelle organisation territoriale, les municipalités de canton. Ce fut aussi la fin des bibliothèques de district. La question de l'utilisation des dépôts littéraires se posa une nouvelle fois. Leur sort fut désormais lié à celui des bibliothèques centrales instituées par une instruction du ministre de l'Intérieur du 7 floréal an IV (26 avril 1796) près de chacune des écoles centrales des départements créées l'année précédente. Les bibliothèques centrales devaient être constituées avec les « bons livres » des dépôts littéraires. En fait sur la centaine d'écoles un peu moins d'un tiers seulement virent le jour, dont celle de la Moselle, installée en juin 1796 dans les bâtiments de l'ancien couvent des petits carmes et seules quelques unes, notamment celle de Besançon, virent leur bibliothèque fonctionner réellement. À Metz, on se contenta d'extraire du dépôt de l'intendance un peu plus de 1 500 volumes, mis à la disposition des professeurs dans une des salles de l'école⁵³.

51. AD57 18 J 42, L 659, 3 messidor an III. L'agent national signala aussi la disparition d'une bibliothèque d'émigré pendant l'occupation de la ville par les Prussiens, qui avaient vendu les ouvrages, notamment l'Encyclopédie, aux habitants des villages environnant le camp contre des bouteilles de vin.

52. AN F¹⁷ 1186. Un reste de la bibliothèque, un peu moins de 500 volumes, conservé à la mairie de Morhange, fut transféré en 1805 à la préfecture, AD57 1 T 71, lettre du préfet au maire, 18 floréal an XIII, et liste sommaire.

53. RIBERETTE (P.), art. cit., p. 366 ; AD57 18 J 51, L 198, 12 vendémiaire an V.

Quant à la situation des deux dépôts messins, elle n'évolua guère jusqu'à l'avènement du Consulat. Au fur et à mesure des restitutions de livres aux émigrés radiés des listes ou à leurs héritiers, le nombre de volumes existant au département s'était réduit à environ 8 000 selon l'estimation faite par Bardou-Duhamel dans son « Mémoire instructif sur l'état de la bibliothèque du département de la Moselle » adressé au préfet de Moselle en juillet 1801⁵⁴. L'administration municipale de Metz avait demandé à plusieurs reprises l'évacuation du dépôt de l'intendance, notamment en août 1796 pour y loger les généraux commandant la place⁵⁵. En novembre 1800, le conseil municipal chargea le maire de refaire des démarches pour le transfert, faisant valoir que la garde des livres « coûte inutilement 600 livres par an à la République en sorte que les frais de garde excéderont bientôt la valeur même de la chose gardée »⁵⁶. Quelques mois plus tard, fin janvier ou début février 1801, la totalité du dépôt fut enfin transférée sans beaucoup de précautions, sur ordre du commandant de la division militaire, par des prisonniers autrichiens requis à cet effet, dans une des salles de l'hôtel du département, devenu la préfecture. En dépit des conditions dans lesquelles se fit ce déménagement, il eut au moins l'avantage de préserver les livres de l'incendie qui ravagea une partie de l'intendance en octobre 1803.

À la suite d'une circulaire du ministre de l'Intérieur du 8 nivôse an IV (29 décembre 1795) pressant l'administration centrale du département de la Moselle de mettre en état la « bibliothèque nationale du département trop longtemps négligée », et d'établir un devis des dépenses indispensables à cet établissement, l'administration centrale chargea Bardou-Duhamel, devenu bibliothécaire du département, de lui fournir les indications nécessaires. Copie de la circulaire fut aussi envoyée aux municipalités de canton, sièges des anciens districts, pour leur demander des renseignements sur l'état des livres déposés dans les bibliothèques et les frais nécessaires pour leur transport au chef-lieu du département⁵⁷. Dans un mémoire rédigé à cet effet le 25 germinal an IV (14 avril 1796), Bardou-Duhamel constatait que l'on ne possédait « que la matière de la bibliothèque, mais point de bibliothèque ». Pour parvenir à son organisation Bardou-Duhamel préconisait un plan basé sur le triage, parce que « sans ordre et sans triage il n'y a point de bibliothèque », et la vente des livres inutiles ou incomplets.

54. RIBERETTE (P.), art. cit., p. 368.

55. AD57 18 J 39, L 147, 21 et 25 thermidor an IV

56. Arch. municipales de Metz, (période 1801-1870), 1 D 1, 12 brumaire an IX. J.-G. Lallement avait été nommé gardien du dépôt par le district en juin 1792 aux appointements de 50 livres par mois.

57. RIBERETTE (P.), art. cit., p. 365 ; AD57 18 J 51, L 195, 15 nivôse an IV.

Adoptant le point de vue du bibliothécaire, les administrateurs du département demandèrent en mai 1796 au ministre de l'Intérieur l'autorisation de faire effectuer le triage et de vendre des livres inutiles, dont le produit devait payer les frais de transport et de main d'œuvre⁵⁸. En fait le ministre de l'Intérieur était d'autant moins disposé à accorder une telle autorisation qu'il avait confié, en août 1796, à l'Institut national, une étude sur les livres à conserver et ceux à vendre dans les dépôts littéraires. Les conclusions rendues en avril 1797 tendaient à autoriser le triage dans les dépôts du département de la Seine des livres de théologie et de jurisprudence, mais elles y étaient nettement défavorables pour les dépôts littéraires de province, en raison du manque de bibliographes qualifiés⁵⁹. Signalons à titre de curiosité qu'en juin 1796, l'administration centrale du département permit à Bardou-Duhamel de remettre des vieux papiers et des livres inutiles au pharmacien en chef de l'hôpital militaire pour emballer les médicaments⁶⁰. Par ailleurs en novembre 1795, l'administration centrale avait fait également vendre des livres d'église par un huissier pour payer des artisans qui avaient travaillé à l'aménagement de la bibliothèque, mais aussi le bibliothécaire⁶¹.

En tout cas, sans attendre l'autorisation ministérielle, l'administration centrale du département de la Moselle avait décidé par un arrêté du 2 floréal an IV (21 avril 1796) la réunion au chef-lieu du département de toutes les bibliothèques existant dans les anciens districts et à cet effet, l'envoi de deux de ses employés, les citoyens Pouilly et Lemoine, qui avaient, semble-t-il, des connaissances bibliographiques, le premier dans les districts de Bitche, Morhange, Sarreguemines, Sarrelouis, le second dans ceux de Briey et de Longwy, pour procéder au récolement des livres et faire les opérations de triage, tout en s'informant des dilapidations qui auraient éventuellement pu avoir lieu⁶². Faute de moyens financiers, l'administration centrale dut toutefois surseoir à l'envoi des commissaires. Ce n'est qu'en février 1798, qu'ayant enfin trouvé les fonds nécessaires, elle prit un nouvel arrêté pour envoyer Pouilly dans les districts précédemment désignés. Entre-temps, la municipalité de canton de Morhange n'avait pas attendu la venue du commissaire pour remettre, début août 1796, au département 16 sacs d'archives et 13 caisses de

58. AD57 18 J 51, L 196, 17 floréal an IV.

59. RIBERETTE (P.), « De la Commission des monuments au Conseil de conservation », dans *Histoire des bibliothèques françaises*, t. III, p. 37.

60. AD57 18 J 51, L 196, 29 prairial an IV.

61. AD57 18 J 51, L 194, 5 brumaire et 1^{er} frimaire an IV.

62. AD57 18 J 39, L 146 et 18 J 51, L 196. Pouilly est mentionné comme adjoint de Jean-Louis Périn, archiviste du département en mars 1796. En octobre-décembre 1797, un Lemoine figure dans l'énumération des employés du département comme archiviste.

livres, qui avaient beaucoup souffert des mauvaises conditions de conservation⁶³. De même en novembre 1796, la municipalité de canton de Longwy profita d'un convoi de transports militaires pour faire une première livraison de huit caisses de livres. Le transport donna lieu à un incident amusant. En effet arrivés près de Metz, les voituriers s'arrêtèrent au Fort-Moselle dans une auberge, pour se désaltérer, laissant les voitures sans surveillance. Plusieurs personnes en profitèrent pour ouvrir les caisses et dérober des livres, selon le rapport de l'adjudant de la place, qui mit fin au vol⁶⁴.

Pouilly se rendit immédiatement fin février 1798 à Thionville pour faire procéder à l'enlèvement des livres, notamment de la bibliothèque de la chartreuse de Rettel et de celles augustins et des capucins de Thionville. Nous ignorons s'il effectua des tris, mais sa tâche fut certainement facilitée par l'existence d'un catalogue et l'aide que lui apporta l'ancien bibliographe du district, devenu l'archiviste de l'administration municipale du canton⁶⁵. L'administration centrale le chargea également en août de se rendre à Bouzonville pour récupérer ce qui restait de la bibliothèque de l'abbaye après la vente des bâtiments, soit quelque 200 volumes⁶⁶. Il se pourrait qu'il n'ait pas pris l'intégralité des livres restants, car en 1802 le sous-préfet de Thionville signala encore l'existence à Bouzonville de « plusieurs piles de livres placés dans un lieu humide », sans doute « tous des livres d'église, la plupart dépareillés et dignes du pilon »⁶⁷. En revanche nous ignorons pour quelles raisons il ne se déplaça pas dans les trois autres chefs-lieux.

À Sarreguemines, la bibliothèque, restée dans l'immeuble où elle avait été installée en 1794, et confiée par la municipalité de canton à la garde d'un ancien administrateur du district, fut transférée dans le plus grand désordre à la fin de l'année 1803 dans deux pièces de la partie des bâtiments de l'ancien couvent des capucins, affectée à la sous-préfecture. La situation était d'autant plus embarrassante que le précieux catalogue établi quelques années plus tôt par le bibliographe du district ne put être retrouvé et que plusieurs prêtres

63. AD57 18 J 38, L 165, 19 thermidor an IV et 21 vendémiaire an V. Convoqué devant l'administration centrale, Jacques Matton, ancien administrateur du district, dépositaire des livres, se justifia en signalant qu'ils provenaient de l'ancien district de Boulay et qu'ils étaient « encaissés et déperis dans une grange » depuis deux ans.

64. AD57 18 J 51, L 198, 15 frimaire an V. Le reste de la bibliothèque, ainsi que les archives du district, furent transportés à Metz en avril 1797, 18 J 38, L 167, 8 floréal an V.

65. Archives communales de Thionville, registre des délibérations de l'administration municipale du canton, 1 D 6, 8 ventôse an VI.

66. AD57 18 J 39, L 160, 22 thermidor an VI ; LESPRAND (P.), *op. cit.* , t. I, p. 347.

67. AD57 58 N 1, lettre au préfet, 17 messidor an X.

réclamaient la restitution de leurs livres. En 1803, le conseil municipal de Sarreguemines, appuyé par le préfet, proposa d'affecter les collections de la bibliothèque à l'usage du collège qui allait être ouvert, mais la proposition en resta là. Nous n'avons trouvé aucune indication sur le sort ultérieur de la bibliothèque⁶⁸. Il y a tout lieu de penser qu'elle fut dilapidée.

C'est apparemment le même sort qui fut réservé à la bibliothèque de l'ancien district de Bitche. Transférée en avril 1796 dans le local occupé précédemment par le bureau militaire du district, dont la clef fut confiée au président de l'administration municipale du canton, elle fut laissée rapidement à l'abandon. En août 1803, le préfet de la Moselle, instruit que des livres de la bibliothèque étaient « éparés entre les mains de nombre de citoyens et que l'on peut présumer leur prochaine et entière distraction », demanda au sous-préfet de Sarreguemines de s'informer sur la situation de la bibliothèque et de prévoir de la manière la plus économique son transfert à Metz⁶⁹. La lettre du préfet resta sans réponse. En 1835, à une demande de renseignements du préfet sur les archives de l'abbaye de Sturzelbronn, le maire de Bitche répondit qu'à la suppression du district, la bibliothèque de l'abbaye resta « sous la surveillance du commissaire du gouvernement près l'administration municipale de Bitche, où elle fut dilapidée de la manière la plus scandaleuse »⁷⁰.

Il semble que la bibliothèque du district de Briey disparut elle aussi. En tout cas, plusieurs demandes de renseignements sur la bibliothèque adressées au sous-préfet de Briey restèrent elles aussi sans réponse⁷¹. Seul le sous-préfet de Thionville se montra coopératif en faisant transporter à Metz en 1804 les livres de la bibliothèque du district de Sarrelouis, notamment ceux provenant des bibliothèques des abbayes de Tholey et de Wadgassen, déposés dans un des appartements de l'hôtel du gouvernement, dont la garde avait été confiée à un membre de l'administration municipale du canton⁷².

Entre les premières confiscations de 1790 et l'ouverture au public à la fin de 1812 de la bibliothèque municipale de Metz, bien des bouleversements avaient affecté les bibliothèques privées existant en Moselle avant la Révolution.

68. HIEGEL (Ch.), art. cit., p. 72-73.

69. AD57 58 N 1, lettre du 29 thermidor anVIII.

70. AD57 1 T 76, lettre au préfet, 2 janvier 1835.

71. AD57 58 N 1. Les livres avaient été mis dans une maison servant de magasin pour le district et occupée depuis 1794 par Jean-Baptiste Becq, chef de bureau des domaines nationaux à Briey, établi comme gardien des effets y contenus, AD57 18 J 42, L 612, 25 pluviôse an II.

72. AD57 58 N 1. En 1803, le maire de Sarrelouis avait proposé d'attribuer les livres d'église au curé et les autres qui pouvaient servir à l'instruction à l'école secondaire, mais le préfet rejeta cette proposition.

Nous avons essayé de retracer le mieux possible ces vicissitudes compte tenu de l'état de la documentation. Pierre Riberette a jugé que la décision prise par l'administration centrale du département de la Moselle de réunir à Metz les collections de livres des dépôts des différents districts avait eu pour conséquence regrettable de retarder de plus d'un siècle la formation de bibliothèques dans les autres villes du département, qui furent privées des livres provenant des confiscations révolutionnaires⁷³. Cependant nous ne partageons pas tout à fait ce point de vue. Nous estimons au contraire que ce fut une sage décision qui permit la sauvegarde d'un certain nombre de bibliothèques et que l'on peut regretter que l'arrêté de l'administration centrale n'ait pas pu être pleinement exécuté. ■

73. RIBERETTE (P.), art. cit., p. 364-365.